

# La crise profite aux écoles de commerce

**Malgré un contexte économique moins favorable, les écoles de commerce et de management continuent leur progression. Engagées dans une réflexion globale sur les pratiques de demain, ces *business schools* ont profité de la crise pour ajuster leur offre de formation et proposer des cursus plus en adéquation avec les attentes des candidats et des entreprises.**

Avril 2009. La prestigieuse université Paris Dauphine annonçait, dans un communiqué, la « suspension », pour un an, de son master phare en finance de marché. Raison invoquée : « les fortes restrictions des recrutements, qui pourraient perdurer ». Largement commentée, cette suppression provisoire du diplôme « 203 », pionnier dans la formation des opérateurs de marché, est symbolique des inflexions opérées dans leur enseignement par les écoles de commerce et de management afin de tenir compte des nouvelles caractéristiques du marché du travail. Des ajustements pédagogiques qui répondent également aux préoccupations des étudiants et des entreprises, pour qui les notions d'éthique et de responsabilité sociale apparaissent, plus encore, comme des facteurs de compétitivité.

## La crise semble avoir confirmé le regain d'intérêt des étudiants pour les cursus « sécurisés »

« La crise actuelle a joué un rôle d'accélérateur en matière de prise de conscience de l'importance de l'éthique et du développement durable, notamment », observe Michel Kalika, directeur de l'École de Management de Strasbourg, qui vient de se voir attribuer le label QualEthique pour ses actions de sensibilisation menées auprès des enseignants et des étudiants. Voulant rompre avec l'image de formation pour cadres peu scrupuleux – image largement véhiculée par la crise –, la majorité des établissements affirment mettre l'accent sur des enseignements transversaux favorisant le « sens critique » des futurs diplômés.

« Nous avons intégré dans toutes nos disciplines une interrogation sur les conséquences, notamment humaines, de certains outils », confirme Elisabeth Tissier-Desbordes, directrice de la communication à l'ESCP Europe.

En marketing, il s'agit, par exemple, de pousser à la réflexion sur l'importance de vendre à des gens qui peuvent payer, [conséquence de la crise des subprimes]. La grande école parisienne mise beaucoup sur l'esprit d'initiative des étudiants, avec le développement de la majeure *Entrepreneuriat*. Parlant d'une option « très courue », Elisabeth Tissier-Desbordes signale qu'« il y a, chez les étudiants, la volonté de dire : "ne pensons plus que les grandes entreprises peuvent nous satisfaire et construisons notre avenir par nous-mêmes !" ». Présentés comme les rivaux des ESC, les Instituts d'administration des entreprises (IAE) se sont également interrogés sur les modèles de management, « notamment sur leur approche court-termiste », note Jérôme Rive, vice-président du réseau des IAE.

De nouveaux arbitrages à la faveur de la crise : est-ce à dire que les écoles de commerce ont réagi en toute hâte ? « Nous n'avons pas attendu que les excès de la finance conduisent notre système au bord de la faillite pour donner du sens à la formation que nous délivrons », assure Jean-François Fiorina, directeur de Grenoble École de Management. Engagées dans des démarches vertueuses depuis des années, la plupart des écoles ont senti le vent tourner bien avant la crise : mise en place dès 2006 d'une majeure « management alternatif » à HEC, adhésion en 2004 d'Audencia au « Pacte mondial » des Nations Unies, relatif aux droits de l'homme et du travail...

« La crise a été porteuse », va même jusqu'à dire Anne-Marie Fray, professeure à l'ESC Tours-Poitiers, qui dispense depuis 2003 à tous ses étudiants un enseignement dédié à la responsabilité sociale des entreprises. « Cela nous a confortés dans notre esprit d'anticipation et dans notre approche humaine,



L'ESCP Europe

véritables garde-fous des spéculations ».

Du côté des formations en finance, les données ont quelque peu changé. Si certains établissements constatent une baisse des demandes dans la filière de marché, cela n'a rien d'inquiétant, selon Michel Kalika. Plutôt que d'une diminution, le directeur de l'EM Strasbourg préfère parler d'un rééquilibrage entre la finance de marché et la finance d'entreprise : « il faut remettre la finance à sa place, celle d'une fonction technique au service de la stratégie. »

Quoi qu'il en soit, la crise semble avoir confirmé le regain d'intérêt des étudiants pour ces cursus « sécurisés ». Les inscriptions aux concours de la BCE, qui regroupe les plus grandes écoles, ont augmenté de 6,3 %, avec 7 276 affectés en 2009 (contre 6 961 en 2008). « L'effet diplôme joue à plein », justifie Nadia Hilal, chargée de mission à la Conférences des grandes écoles. Même constat du côté des IAE. Les EGC s'en sortent également très bien. Ces écoles de gestion et de commerce aux cursus de trois ans, créées par et pour les entreprises, ont l'avantage, selon le président du réseau Pascal Crépin, de former « des jeunes immédiatement opérationnels, aux connaissances pragmatiques avérées ». L'économie et la gestion ont encore de beaux jours devant elles.